

Burundi : Les USA demandent à la classe politique de reprendre les négociations

APA, 28-07-2015 L'envoyé spécial du président américain dans la région des Grands lacs pour la reprise des négociations au Burundi Bujumbura (Burundi) L'envoyé spécial du président américain dans la région des Grands lacs, Thomas Pereiro, a lancé mardi à Bujumbura un appel demandant à la classe politique de reprendre les négociations afin de débattre de toutes les questions qui hantent le pays, notamment les élections inclusives, le respect des Accords d'Arusha et de la constitution.

Exprimant au cours d'une visite qu'il a rendu au premier vice-président de la République, il a aussi insisté sur le respect des droits de l'homme, la liberté d'expression et l'ouverture de l'espace politique. M. Pereiro a refusé de commenter la dernière présidentielle marquée par la victoire de Pierre Nkurunziza malgré la contestation générale de sa candidature à un troisième mandat, laissant entendre que le président Barack Obama et son Secrétaire d'Etat John Kerry se sont suffisamment exprimés sur le sujet. L'envoyé spécial américain a également rencontré l'opposition et le déclenchement de la crise burundaise causée par la volonté du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat jugé inconstitutionnel, trois médiateurs ont tenté d'encourager le dialogue entre le Burundais, mais en vain. La dernière médiation du président ougandais Yoweri Museveni a échoué à la veille de la présidentielle du 21 juillet, le gouvernement burundais ayant boudé les négociations, arguant qu'elles pourront reprendre après les élections. Maintenant que toutes les élections sont terminées, on ne sait pas si le médiateur ougandais pourra encore remettre les politiciens burundais sur la table de dialogue. L'opposition radicale considère que ces élections n'ont pas eu lieu et que le président Nkurunziza ne jouira pas de son troisième mandat. Le gouvernement du Burundi, via le ministre des Relations extérieures, a accusé la semaine dernière le Rwanda voisin d'abriter des rebelles dont trois généraux putschistes qui ont l'intention de déstabiliser le Burundi. Le ministre a d'ailleurs indiqué qu'une attaque a été lancée à partir de ce pays en fin juin. Le pouvoir, quant à lui, considère le dernier scrutin comme le meilleur que le pays ait eu à vivre.